TL290

TIMOR ORIENTAL

Négation du droit à l'autodétermination mère de toutes les autres violations

Le Timor Oriental
occupe la plus grande partie
de l'île de Timor,
située au nord de l'Australie.
L'autre partie de l'île constitue
une province de l'Indonésie.
La division,
héritée des royaumes pré-coloniaux
a été renforcée par la colonisation
hollandaise à l'ouest,
portugaise à l'est.

Lorsque l'Indonésie
conquit son indépendance après la
deuxième guerre mondiale,
ses dirigeants affirmèrent
à plusieurs reprises
devant les Nations Unies
qu'ils n'avaient
aucune revendication
quant au Timor Oriental.

La chute de la dictature
au Portugal en avril 1974
s'est accompagnée de restitution
de leur indépendance
à tous ses territoires coloniaux.
La transition, longtemps retardée,
ne fut pas pacifique,
pas plus au Timor
que dans les territoires africains de
l'Angola ou du Mozambique.
L'Indonésie en profita pour envahir
militairement le Timor Oriental
et l'annexer.
Elle avait pour cela l'accord des USA
et au moins une certaine complaisance
de l'Australie et de la Grande-Bretagne.

ONU - Manque de volonté politique

L'ONU suivait et encourageait les efforts du Portugal en vue de l'autodétermination de sa colonie. Après l'invasion indonésienne le **Conseil de Sécurité** adopta à l'unanimité une résolution demandant le retrait immédiat des Forces Armées indonésiennes, mais l'Indonésie n'en eût cure, pas plus que d'une seconde résolution votée quelques mois plus tard. Le Conseil de Sécurité "oublia" ensuite la question.

De 1975 à 1981, l'**Assemblée Générale** des Nations Unies adopta chaque année des résolutions condamnant l'Indonésie, mais sans résultat pratique. Le silence sur ce qui se passait dans le territoire isolé du reste du monde et un lobby actif économique auprès des pays industriels, religieux dans les pays musulmans et idéologiques auprès des pays non-alignés, semblaient conduire lentement à une acceptation internationale du fait accompli. Il était indispensable de replacer la question au niveau des principes, c'est ce que fit la résolution présentée en 1982: elle s'abstenait de condamner l'Indonésie et demandait au secrétaire général de promouvoir des contacts avec toutes les parties intéressées.

Depuis lors, l'Indonésie et le Portugal, craignant tous deux de perdre un nouveau vote sur la question, ont maintenu des contacts sous les auspices du secrétaire général, sans faire avancer d'un pas le fond du problème. L'Indonésie n'a même pas accepté que les Timorais soient associés à ces pourparlers.

Au **Comité de Décolonisation** de l'ONU, le Timor Oriental figure toujours comme territoire colonial non-autonome car les Nations Unies ont rejeté l'acte d'autodétermination mis en scène par le gouvernement de Djakarta en 1976, acte au cours duquel 37 Timorais choisis par l'Indonésie avaient demandé l'intégration à l'Indonésie.

Par voie de conséquence, le Portugal est encore reconnu comme la puissance administrative légitime du Timor Oriental et à ce titre, il vient de déposer une plainte contre l'Australie devant le Tribunal international de Justice de La Haye, pour contester l'accord passé entre ce pays et l'Indonésie pour l'exploitation du pétrole dans les eaux territoriales du Timor.

Les autorités portugaises ont maintes fois répété qu'elles n'ont aucune espèce de revendication pour leur pays, mais qu'elles exigent l'application du droit du peuple

timorais à l'autodétermination et respecteront sa décision quelle qu'elle soit.

La question revient chaque année, tant à la Sous-Commission qu'à la **Commission des Droits de l'Homme,** accompagnant celle des violations des droits de l'homme sans cesse répétées. Les résolutions élaborées et votées par les experts de la Sous-Commission sont assumées par la Commission lorsque celle-ci adopte le rapport de la Sous-Commission, mais la volonté politique des Etats ne va pas plus loin. L'Indonésie peut ainsi reprendre "une fois, deux fois, trois fois" son œuvre de génocide commencée il y a quinze ans.

Génocide, dit l'Eglise catholique

Les 700'000 habitants que comptait le Timor Oriental avant l'invasion, ont diminué environ de moitié jusqu'en 1981. Aussi bien les religieux du Timor Oriental dans une lettre aux religieux d'Indonésie (31 juillet 1981) que le clergé du diocèse dans une note au Conseil presbytéral (1er janvier 1985), estiment que 300'000 Timorais ont été tués par les occupants ou sont morts des conséquences de l'occupation. Amnesty International estime ce chiffre à 200'000.

"*Nous mourons comme peuple et comme nation*" a écrit l'évêque du Timor Oriental, Mgr. Belo, au secrétaire général de l'ONU le 6 février 1989, demandant que les Nations Unies organisent un referendum pour connaître la volonté des Timorais: "*Ce sont les Indonésiens qui disent que nous avons choisi l'intégration, les Timorais n'ont jamais dit cela*".

Visite du Pape le 12 octobre 1989

La fin de la messe célébrée par Jean-Paul II a été marquée par une manifestation pour l'indépendance. L'écho que la presse internationale lui a donné a annulé les bénéfices que le gouvernement de Djakarta attendait de cette visite pour la reconnaissance internationale de l'intégration.

L'Indonésie voulut profiter de l'occasion pour "*mettre au pas*" l'Eglise du Timor qui avait, de diverses façons, manifesté sa crainte que la visite du Pape ne serve la politique d'intégration de Djakarta. Accuser des prêtres d'avoir été les organisateurs directs de la manifestation était d'autant plus tentant que celle-ci avait commencé dans un secteur réservé aux élèves d'une école tenue par des missionnaires salésiens. Ces militaires ont écrit aux autorités indonésiennes pour protester contre les accusations qui leur étaient faites et réaffirmer leur volonté de coopération. Ils ont protesté néanmoins contre les tortures auxquelles ont été soumis leurs élèves pour accuser les responsables de l'école et les obliger de simuler une manifestation devant les caméras, dans le but probable de constituer des "*preuves*".

Quelques dizaines de jeunes gens ayant échappé aux rafles à l'issue de la messe se sont réfugiés chez l'évêque Mgr. Belo. Les menaces de représailles ont atteint l'évêque lui-même et ont donné lieu à une nouvelle manifestation qui fut réprimée par l'armée indonésienne le 4 novembre. Le 5 novembre, les 38 jeunes gens réfugiés chez l'évêque ont accepté de sortir après avoir reçu du Gouverneur et du Commandant militaire, la promesse qu'ils seraient relâchés après un court interrogatoire. L'un d'eux, Donaciano Gomes, qui a pu quitter le Timor, vient d'affirmer devant la Commission des Droits de l'Homme à Genève que lui-même et plusieurs de ses compagnons avaient été torturés après avoir quitté la résidence de l'evêque et qu'ils avaient été détenus pendant 3 mois. Ils étaient encore en prison le 17 janvier lorsque l'ambassadeur des USA visita Dili.

Ambassadeur témoin de la répression

C'est sous la pression des congressistes américains choqués par la répression qui a suivi la visite du Pape, que l'ambassadeur des Etats-Unis à Djakarta, John Monjo, s'est rendu au Timor pour aborder cette question avec les autorités. Les étudiants timorais ont décidé de l'informer eux-mêmes de ce qui s'était passé. Ils ont organisé dans ce but une manifestation surprise devant l'hôtel Turismo où Monjo était hébergé et sont parvenus à dialoguer avec lui. A peine John Monjo avait-il tourné le dos, que les militaires indonésiens sont revenus à leurs méthodes habituelles. L'ambassadeur s'est alors trouvé dans l'obligation de protester et de rendre visite à quelques blessés à l'hôpital.

Contraintes de revenir en arrière, les autorités indonésiennes ont reconnu qu'il y avait eu des abus de la part des soldats et ont promis que cela ne se reproduirait plus ce qui a eu pour premier résultat d'engendrer des manifestations beaucoup plus importantes les jours suivants (le 18 et le 19). Il n'y a eu aucune répression ces jours-là, mais après le départ de l'ambassadeur les arrestations ont recommencé.

"Nous les écraserons tous..."

Le 3 février, le ministre de la défense indonésien, le général Benny Murdani, s'est adressé à 400 personnalités timoraises, en majorité des fonctionnaires de l'administration indonésienne, et a déclaré :
"*Ne dites pas 'je suis un patriote timorais' parce qu'il n'y a pas de patriote timorais. Il y a seulement des patriotes indonésiens. (..) Si vous essayez d'organiser votre propre Etat et si le mouvement est fort, suffisamment fort, il sera écrasé par ABRI (Forces Armées Indonésiennes). ABRI peut échouer une fois, mais il recommencera une deuxième fois et une troisième fois (...). Il y a déjà eu des rébellions plus importantes... Nous les écraserons tous, je répète, nous les écraserons tous.*"

Parlant devant les Timorais, le général-ministre n'a pas eu besoin de tenir le langage qui se tient habituellement devant les étrangers sur la volonté du peuple timorais d'appartenir à l'Indonésie. Cependant, il ne s'attendait certainement pas à ce qu'un enregistrement de ce discours parvienne à sortir du Timor Oriental.

"Overdose" de militaires

En avril, les autorités indonésiennes ont annulé un séminaire sur le "*développement rural au Timor Oriental*" organisé par la Banque Centrale d'Indonésie et le Cabinet du Plan pour le Développement, qui devait analyser un rapport de l'Université Gajah Mada, l'une des plus prestigieuses universités indonésiennes, dont une équipe de chercheurs avait travaillé au Timor Oriental.

Le rapport souligne que "*le progrès matériel a échoué dans la résolution des problèmes sociaux, économiques et politiques résultant de processus d'intégration qui a causé de lourdes pertes humaines*".

"*Bien que le gouvernement indonésien considère que l'intégration a résolu le problème de la décolonisation, les Timorais ne pensent pas la même chose*", précise encore le rapport. "*Ils n'acceptent pas les déclarations officielles qui présentent l'ère coloniale portugaise comme celle de l'obscurantisme, tandis que l'ère indonésienne serait celle des lumières.*"

Les problèmes sont multiples. En effet, le rapport de l'Université Gajah Mada souligne particulièrement le problème des "*nouveaux venus*" (les familles indonésiennes s'installant au Timor Oriental) qui occupent tous les emplois par le fait que les chefs de service sont indonésiens et font appel à des Indonésiens. Le rapport souligne encore celui de la présence militaire qui fait souffrir le Timor Oriental d'overdose.

Sans mettre directement en cause l'annexion du Timor Oriental par leur pays, les universitaires suggèrent un changement complet d'attitude:
"*Les approches caduques, essentiellement militaires, doivent être dépassées, non seulement parce qu'elles sont inefficaces, mais aussi car elles sont préjudiciables à l'intégration sociale. Il faut si possible réduire les effectifs militaires au Timor Oriental pour réduire le sentiment de contrainte dans l'implantation des programmes de développement. L'apathie et l'indifférence des populations face aux progrès montrent non seulement qu'il n'y a pas d'adaptation réciproque entre nous et les Timorais, mais aussi et surtout, elles témoignent que le refus de notre présence augmente selon un processus naturel.*"

Les risques de l'ouverture

Le 4 septembre 1990, *le Diocèse de Dili fêtait ses 50 ans. Le* Nonce Apostolique à Djakarta présida une messe en plein air à Dili. A la fin de la messe, une nouvelle manifestation eut lieu en faveur de l'indépendance ce qui engendra de nouvelles arrestations.

L'**ouverture** décidée par l'Indonésie pour répondre aux critiques internationales sur l'isolement du Timor Oriental comporte des risques si la population profite des visiteurs de marque pour manifester son rejet de l'occupant. Cela est d'autant plus grave pour l'Indonésie qu'elle discute depuis plusieurs années, avec le Portugal et sous les auspices de l'ONU, de la possibilité d'une visite de parlementaires portugais au Timor. Le secrétaire général, Perez de Cuellar semblait espérer que cette visite aiderait à résoudre ce problème. Réalisée sur l'invitation du Parlement indonésien, elle semblait surtout servir les intérêts de l'Indonésie car elle serait présentée comme une reconnaissance de fait de la souveraineté indonésienne sur le Timor Oriental par le Portugal. Comme pour le voyage du Pape, cet avantage serait perdu si d'importantes manifestations montraient que cette souveraineté est rejetée par les Timorais. Après ce qui s'est passé lors des visites du Pape, de l'ambassadeur des USA et du Nonce, le gouverneur du Timor, Mario Carrascalao, s'opposa à cette visite:
"*Les gens vont considérer ce moment comme leur dernière opportunité pour manifester leurs sentiments. D'autres vont tenter de s'opposer à eux, les forces armées vont devoir les réprimer et nous aurons une nouvelle guerre civile.*"

Les Indonésiens ont décidé de passer à l'offensive pour éviter la réitération de ces manifestations.

Des provocations

"*Le 8 octobre, comme c'est l'habitude tous les lundis, les étudiants et les fonctionnaires sont obligés d'assister à l'UCAPARA (lever du drapeau indonésien) qui est suivi d'un PENGARANAN (discours ... de propagande)*".

A l'école SMPN IV (école secondaire officielle n° 4) de Futumeta à Dili, l'inspecteur Bachtiar Gani qui présidait ce jour-là à l'UCAPARA, prononça le PENGARAHAN. Entre autres choses, Bachtiar Gani dit qu'il ne voyait aucune raison pour que la population du Timor Oriental veuille rechasser les Indonésiens du Timor Oriental :
"*Lorsque l'Indonésie est arrivée, la population du Timor Oriental était très arriérée, elle se promenait nue, ne savait pas s'habiller et n'avait pas de savon pour se laver. Elle mangeait seulement du manioc et ne connaissait pas le riz. Elle était très sotte (koblok). C'est l'Indonésie qui a dû tout lui enseigner, la diriger et l'aider à se développer : construction de routes, de maisons à étages, etc... L'Eglise catholique ne se conduit pas selon les enseignements du Christ* (dit encore Bachtiar Gani) *mais au contraire, elle se guide selon l'idéologie marxiste-léniniste. Ceci est la conséquence de la domination du FRETILIN (*) et c'est précisément cela que l'Indonésie est venue redresser*".

Les étudiants ont protesté et exigé des explications, mais Bachtiar Gani se préparait à partir sans répondre. Comme les étudiants entouraient sa voiture, ils ont été attaqués à coups de crosse et de pied par de nombreux militaires indonésiens qui encerclaient l'école. La présence d'un grand nombre de militaires du Bataillon 744 et de la Brimog commandés par le Koopskam (commandement des opérations militaires) fait penser que tout a été préparé et que l'intervention de Bachtiar Gani était une provocation. Les étudiants qui se sont montrés les plus ardents au cours de cette manifestation,

(*) Front timorais de Libération nationale

ont été arrêtés. Le rapport du département d'Etat des USA sur les Droits de l'Homme dans le monde, précise qu'un fonctionnaire indonésien a été démis de ses fonctions pour avoir provoqué les élèves d'une école ; mais s'agissait-il d'une provocation individuelle ?

Le lundi 15 octobre, une autre école de Dili a été visée, l'école secondaire catholique Paul VI (SMPK Paulus VI). Comme les élèves se rendaient à l'école, ils ont vu sur le mur extérieur une inscription disant : *'Aba bila Tim-Tim merdeka, sisa sisa Suharto harus dihajuskan'* (lorsque le Timor Oriental sera indépendant, nous liquiderons les valets de Suharto).

Une demi-heure plus tard, les forces armées et la police ont envahi l'école et demandé aux élèves qui était l'auteur de cette inscription. Comme ils l'ignoraient, les militaires les menacèrent.

Des jeunes gens habitant à proximité ont fait remarquer qu'il n'était pas possible que les élèves en soient les auteurs, puisque le vendredi précédent, la zone avait été sous la constante surveillance des patrouilles (garnizun) et du service de sécurité indonésien. De plus, la qualité de la calligraphie prouve bien que son auteur n'avait pas eu peur en écrivant. Par ailleurs, la peinture semprot (spray) utilisée, est un produit coûteux. Claudio Boavida a osé suggérer que l'inscription avait été peinte par les Indonésiens eux-mêmes ou leurs collaborateurs. Les élèves ont alors été roués de coups et cette intervention s'est terminée dans la bagarre générale. Claudio Boavida a disparu depuis lors. Le gouverneur lui-même a déclaré à l'Agence France Presse qu'il s'agissait d'une provocation.

Au cours du mois qui suivit cet événement, les arrestations se succédèrent à un rythme accéléré. Selon le département d'Etat, elles se chiffreraient à 40 et selon l'Agence France Presse, d'après l'Eglise du Timor, au moins 45 personnes auraient été arrêtées entre les 15 et 20 octobre. Nous avons obtenu l'identité de 115 personnes ayant été arrêtées à Dili au cours du mois d'octobre.

Escadrons masqués

Depuis plusieurs mois déjà, des escadrons masqués composés de civils et de militaires (ninjas) sèment la terreur à Dili s'attaquant de préférence aux jeunes gens connus pour leur désaccord avec le régime d'occupation, la nuit alors qu'ils sont seuls ou en petits groupes. Le gouverneur lui-même a reconnu que c'est l'activité de ces groupes qui avait amené à un couvre-feu de fait, observé par la plus grande partie de la population de Dili. Il reconnaissait aussi que des militaires faisaient partie de ces escadrons. Les hommes masqués qui se déplacent en principe en voiture, passent à tabac leurs victimes et les emmènent généralement à un poste de police où les mauvais traitements continuent. Ceci montre bien le caractère semi-officiel des escadrons.

Les observateurs de la réalité indonésienne ne manquent pas de rapprocher cette façon de procéder à celle des escadrons qui ont liquidé quelque 3000 Indonésiens à Djakarta au cours des années 80.

Le président Suharto a d'ailleurs reconnu, dans son autobiographie, qu'il avait lui-même autorisé cette activité.

Arrestations

Certaines arrestations sont occasionnelles, comme par exemple : des militaires à bord d'un camion patrouillant la ville et notant la présence de jeunes gens à la porte de la délégation de la Croix-Rouge, peuvent très bien les battre et les emmener. Mais la plupart du temps, les militaires ou les policiers possèdent des indications précises et capturent la personne recherchée aux endroits où ils savent qu'ils peuvent la trouver, comme sa résidence ou encore à l'école, et ceci avec la collaboration de professeurs indonésiens.

Les résidences des personnes recherchées sont surveillées par l'armée et la police qui y entrent parfois de force, cassent le mobilier et menacent les personnes présentes pour les forcer à révéler les cachettes.

Quelques parents finissent même par conduire leurs propres enfants à la police, en les faisant parfois accompagner par un fonctionnaire timorais de l'administration indonésienne, espérant ainsi une certaine protection. L'Agence France Presse citait le 28 octobre une source de l'armée indonésienne qui affirmait que l'armée avait lancé un appel aux parents en leur demandant de venir avec leurs enfants pour fournir des informations sur l'activité subversive dans les écoles.

Selon cette source seules 82 familles étaient venues *"volontairement"*.

Des apparences de légalité

Certaines personnes reçoivent une convocation de la police ou de l'*"intelligence"* indonésienne pour se présenter à un interrogatoire.

Le formulaire a un aspect tout à fait légal ; il y est même précisé que la personne convoquée doit se présenter accompagnée d'un témoin dont la présence est requise pour légaliser une éventuelle condamnation.

Si l'on en croit les témoignages reçus spontanément, l'interrogatoire semble souvent s'achever par une invitation à collaborer avec l'*"intelligence"*, à dénoncer des collègues, à surveiller des prêtres...

Les coups ou la torture sont choses courantes lors des interrogatoires ou des invitations à la collaboration. Il n'est pas possible d'affirmer que les personnes relâchées quelques jours après leur arrestation ont cédé aux coups et aux menaces, mais plusieurs cependant ont affirmé avoir accepté de telles propositions pour échapper aux mauvais traitements, bien qu'elles n'aient nullement l'intention de respecter leurs engagements.

Dans ce cas, elles seront certainement à nouveau inquiétées. Un étudiant pensant échapper à ce compromis a changé de ville et a été arrêté à Manatuto alors qu'il descendait du bus.

Chercher refuge

Beaucoup de personnes parmi celles qui sont convoquées ont peur de se présenter et cherchent refuge chez des prêtres ou des hauts fonctionnaires de l'administration indonésienne, espérant ainsi être à l'abri.

L'armée ne respecte pas ces refuges

La résidence paroissiale de Motael a été, en effet, envahie le 11 novembre par des militaires et des policiers en civil qui ont battu plusieurs des jeunes gens qui s'y trouvaient et qui ont emmené l'un d'entre eux, Aleixo da Silva Gomez. Seule l'intervention des prêtres et des religieuses a mis un terme aux coups et a empêché l'arrestation d'autres jeunes gens.

Le 16 janvier à 8h30, la résidence de Francisco Antonio Dias Ximenes, fonctionnaire public a été attaquée. M. Ximenes, membre de l'Apodeti est l'un des 37 Timorais à avoir signé l'acte d'intégration du Timor Oriental à l'Indonésie en 1976. Environ 45 jeunes gens se sentant poursuivis avaient cherché refuge lorsque les militaires ont pénétré dans sa résidence après avoir fracturé la porte d'entrée. Francisco Ximenes fut arrêté ainsi que deux jeunes gens, les autres ont réussi à s'enfuir.

D'autres étudiants, qui s'étaient réfugiés chez Jose Joanico dos Santos, membre du DPRD (Conseil Législatif de District), ont été emmenés le 22 octobre par leur protecteur lui-même, dans les bureaux de l'"*intelligence*" à SENOPATI I, où ils ont été interrogés. L'un d'eux, Porfirio da Costa, a été incarcéré.

La torture

Les autorités indonésiennes continuent à nier l'usage de la torture. Cependant, les innombrables témoignages déjà fournis par les Timorais, y compris devant la Commission des Droits de l'Homme à Genève, ne permettent de douter ni de son existence, ni de son augmentation.

Pour obtenir des réponses positives, les forces armées ou policières n'hésitent pas à passer rapidement des propositions de collaboration ou de dénonciation, à l'usage des coups ou même de la torture proprement dite. Les méthodes les plus fréquemment utilisées sont les chocs électriques, les brûlures de cigarettes, les coupures. Les coups (de poing, de pied ou de crosse) administrés systématiquement ne sont-ils pas eux-mêmes une forme de torture, lorsque l'on sait qu'ils vont jusqu'à provoquer des fractures (bras, jambes, mâchoires). Les détenus gravement blessés sont, dans certains cas, transportés à l'hôpital militaire où ils continuent leur détention, parfois même menottes aux mains.

Abilio Mesquita, qui a eu la mâchoire cassée après avoir été battu, n'a été opéré que 21 jours après, et il a fallu pour ce faire que l'évêque paie l'opération.

Détentions

"Les agences de sécurité arrêtent des gens, y compris des étudiants et des intellectuels pour les intimider et les décourager de poursuivre des activités prétendument subversives. Les mécanismes légaux pour empêcher de tels actes n'existent pas" dit le rapport du département d'Etat américain sur les droits de l'homme dans le monde (1991). *"Les jeunes gens détenus pour avoir manifesté au cours de la visite du pape en octobre 1989 n'ont été libérés qu'en janvier"* souligne le même rapport. Par contre, les détentions de longue durée semblent réduites à une dizaine de prisonniers purgeant des peines allant jusqu'à 17 ans de réclusion.

Dans de nombreux cas la période de détention est de courte durée, de un jour à un mois. Plusieurs jeunes gens après avoir été relâchés, ont déclaré qu'ils avaient promis de collaborer avec l'"*intelligence indonésienne*" pour être remis en liberté. Amnesty International estime qu'arrestations, tortures et détentions font partie d'un ensemble visant à terrifier la population et à l'empêcher de manifester ses sentiments politiques.

Disparitions

D'une façon générale, les familles ignorent où sont envoyés ceux des leurs ayant été arrêtés et ces personnes sont souvent considérées comme disparues. Cependant, un grand nombre d'entre elles finissent par apparaître dans une prison et d'autres sont remises en liberté. Si la disparition se prolonge, tout porte à croire que la personne en question a été exécutée. Etant donné l'absence totale de garanties légales, les familles s'abstiennent de recourir aux autorités pour localiser les disparus par crainte d'être elles-mêmes sujettes à des représailles.

La situation hors de la capitale

La plupart des informations reçues concerne des étudiants de Dili et font partie du milieu le plus apte à les transmettre.

Hors de Dili la situation est mal connue, ce qui ne signifie nullement qu'elle soit meilleure. Un rapport du Major Gatot, commandant de l'"*intelligence indonésienne*" au Timor Oriental de mars 1990, fait état de 27 cas d'exécutions sommaires attribuées aux forces armées indonésiennes en 1989 (probablement afin de répondre à une demande d'informations de la Croix-Rouge internationale) et qui ont toutes eu lieu hors de Dili.

A propos des violations survenues hors de Dili, les éléments qui nous parviennent sont beaucoup plus limités et souvent moins précis.

On peut citer quelques cas collectifs survenus au cours des trois derniers mois de 1990.

Octobre 1990 :

- *BAUCAU :* plusieurs personnes ont été arrêtées dans des circonstances non précisées : 16 ont pu être identifiées, 8 sont portées disparues et certaines ont été emmenées à Dili.

- *AINARO :* 41 personnes des villages de SORO et SURU-KRAIK ont été arrêtées et torturées. Seules deux ont été identifiées. Les arrestations ont pu avoir lieu grâce au fait que l'armée indonésienne a trouvé des photos d'habitants de ces villages en compagnie de guérilléros de la résistance.

- *ERNERA* : 5 personnes appartenant à la mission catholique ont été arrêtées et torturées. Il s'agit de professeurs, catéchiste et employé.

- *MANATUTO :* 3 personnes ont été arrêtées et 21 se sont réfugiées à la paroisse.

Novembre 1990 :

- *LIQUICA : 96* personnes auraient été torturées, dont 14 seulement ont pu être identifiées. Parmi elles se trouvent des fonctionnaires timorais de haut rang de l'administration indonésienne, comme par exemple M. Gregorio dos Santos, chef des services agricoles du district.

Le lieutenant-colonel Jeky et le capitaine Suwito auraient ensuite montré 53 drapeaux du FRETILIN. Les personnes interrogées ont affirmé qu'elles les gardaient comme "*souvenir*".

Décembre 1990 :

- *MALIANA :* une opération du même genre a permis de récupérer des drapeaux, des enregistrements de Xanana Gusmao, leader de la résistance ainsi que deux vieilles "*mausers*" du temps des Portugais.

Ce rapport signale encore que 400 personnes sont "*poursuivies*" (sans précision). Il fournit en outre les noms de 10 personnes ayant été arrêtées, torturées ou ayant disparu.

TORTURE

• Sebastiao Silva SOARES, arrêté le 9 juin 1990, torturé dans les bureaux militaires Kodim et libéré le même jour.

• Adelino SOARES, José LOPES, Feliciano Asa GAMA et Osorio LOILACO, tous étudiants, arrêtés le 12 juillet 1990 par le "*Koramil de Cailaco*" et ont été battus jusqu'à ce que leur corps soit entièrement ensanglanté.

• Domingos BARRETO, Fernando BARRETO et Joao BAPTISTA ont été torturés à Cailaco et ensuite à Maliana. En novembre 1990, ils étaient toujours détenus à Polres à Maliana.

• Alberto Maria COSTA, 25 ans, habitant à Dili, a été arrêté le 12 septembre 1990 par des membres de BRIMOD et il a été battu. Il souffrirait d'une fracture de la mâchoire à la suite de ces mauvais traitements.

• Juliâo Marçal MARTINS, 21 ans, domicilié à Dili, étudiant à SMA Darma Bakti, a été arrêté le 19 septembre 1990 et libéré le lendemain, après avoir été torturé.

• Evangelino XIMENES, 19 ans, de Lospalos mais habitant à Dili, a été arrêté le 20 septembre 1990, torturé (l'une de ses oreilles a été arrachée) puis libéré.

• Anibal Paulo MAIA, de Bobonaro et Marcos MAU de Maliana, ont été arrêtés le 22 septembre 1990 à Dili et torturés.

• Joaquim SOARES, Casimiro COSTA, Francisco CUNHA, Basilio BARRETO, Luis DA SILVA, Carlito, Clementino FARIA et Guilherme PEREIRA ont été arrêtés à Dili le 8 octobre 1990 à la suite d'une manifestation estudiantine, battus et torturés.

• Abilio XIMENES, arrêté le 8 octobre 1990 à Dili a dû être interné à l'hôpital militaire à la suite des coups reçus.

• Melquiades ALVES et Francelino GUTERRES, tous deux étudiants, ont été arrêtés à Dili le 15 octobre 1990 et torturés.

• Talofo ALIN, Carlos ALEONG et LOAO BOSCO, étudiants, ont été arrêtés le 16 octobre 1990 et hospitalisés à la suite de torture subies.

• Orlando NEVES, arrêté le 17 octobre 1990 à Dili, a été relâché le lendemain après avoir été torturé.

• Belchoir F. PEREIRA a été arrêté le 8 novembre 1990 et torturé à la prison de Comarca à Dili.

• Marco DOS SANTOS, paysan, a été arrêté par le "*Koramil*" le 30 novembre 1990 et battu par 5 soldats à Maliana.

• Cipriano AMARAL, professeur à Atsabe, a été arrêté le 7 décembre 1990, torturé à l'aide de chocs électriques et de brûlures de cigarettes, et battu à coups de crosse de fusil.

• Acacio de ARAUJO, fonctionnaire et Olandino GUTERRES, agent de police, ont été arrêtés respectivement les 13 et 17 décembre 1990 par le "*Kodim*" et torturés à l'aide de chocs électriques et de brûlures de cigarettes.

DISPARITIONS

• Une personne, prénommée Fernando, a été arrêtée à Dili par un groupe de militaires en civil. On ignore ce qu'il est advenu d'elle.

• Jose SANTOS, étudiant à SMA IV, a été arrêté en septembre 1990 alors qu'il jouait au football lors d'un tournoi inter-scolaire. Il serait porté disparu.

• Carlos BORGES, 28 ans, de Dili, a été arrêté le 15 septembre 1990 et battu par des agents de police en civil. Il aurait disparu.

• Agostinho Pereira MARTINS, 23 ans, a été arrêté le 19 septembre 1990 et torturé. Il aurait disparu.

• David CONCEICAO, étudiant à S. Jose School, a disparu après son arrestation le 8 octobre 1990.

• Claudio BOAVIDA, arrêté le 15 octobre 1990 aurait disparu, ainsi que Silvino Soares C. MAIA, arrêté le 17 octobre 1990.

• Carciliano OLIVEIRA et Mateus JERONIMO arrêtés le 22 octobre 1990 ont disparu.

EXÉCUTIONS SOMMAIRES

• André da CONCEICAO, Tomas MENDONCA et Jaime RIBEIRO ont été tués le 28 octobre 1990 par un soldat nommé Agostinho Gomes, du commandement militaire du district de Dili.

• Francisco OLIVEIA, a été tué par des soldats le 23 octobre 1990 à Lospalos.

• Marcos MONTEIRO, a été tué par des soldats le 24 octobre 1990 à Lospalos.

• Carlos CALIPOBO a été exécuté extra-judiciairement en décembre 1990 à Laoluta.

• Eurosia da Silva ALVES, étudiante, a été violée par des soldats, mutilée et tuée en janvier 1991 à Viqueque.

Panneau d'accueil à TACI-TOLU,
le lieu où le pape a célébré
la messe lors de sa visite au Timor Oriental
le 12 Octobre 1989.